



Distr.  
GENERALE

S/3667  
8 octobre 1956

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI  
LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente, sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur le point où en était leur examen à la date du 6 octobre 1956, l'exposé suivant :

1. Question iranienne (voir S/3618)
2. Accords spéciaux prévus à l'article 43 et organisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité (voir S/3618)
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir S/3618)
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir S/3618)
5. Réglementation et réduction générales des armements et renseignements sur les forces armées des Nations Unies (voir S/3618)
6. Désignation d'un gouverneur du Territoire libre de Trieste (voir S/3618)
7. Question égyptienne (voir S/3618)
8. Question indonésienne (voir S/3618)
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir S/3618)
10. Rapports sur le Territoire stratégique sous tutelle des îles du Pacifique, établis en exécution de la résolution adoptée le 7 mars 1949 par le Conseil de sécurité (voir S/3618)
11. Demandes d'admission (voir S/3618, S/3626 et S/3630)
12. Question palestinienne (voir S/3618)
13. Question Inde-Pakistan (voir S/3618)
14. Question tchécoslovaque (voir S/3618)
15. Question du Territoire libre de Trieste (voir S/3618)
16. Question de Haïdérabad (voir S/3618)

17. Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1954 par les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique (voir S/3618)
18. Contrôle international de l'énergie atomique (voir S/3618)
19. Plainte pour invasion armée de l'île de Taïwan (Formose) (voir S/3618)
20. Plainte pour bombardement aérien du territoire de la Chine (voir S/3618)
21. Plainte contre le Gouvernement de l'Iran pour non-observation des mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de Justice dans l'affaire de l'Anglo-Iranian Oil Company (voir S/3618)
22. Proposition tendant à inviter les Etats à adhérer au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition de l'arme bactérienne, et à ratifier ledit Protocole (voir S/3618)
23. Demande d'enquête au sujet d'un prétendu recours à la guerre bactérienne (voir S/3618)
24. Lettre en date du 29 mai 1954 adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant par intérim de la Thaïlande auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir S/3618)
25. Télégramme en date du 19 juin 1954 adressé au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des relations extérieures du Guatemala (voir S/3618)
26. Lettre en date du 8 septembre 1954 adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des Etats-Unis d'Amérique (voir S/3618)
27. Lettre en date du 28 janvier 1955 adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Nouvelle-Zélande, concernant la question d'hostilité dans la région de certaines îles situées au large de la Chine continentale. Lettre en date du 30 janvier 1955, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, concernant la question d'actes d'agression commis par les Etats-Unis d'Amérique contre la République populaire de Chine dans la région de Taïwan et d'autres îles chinoises (voir S/3618).

28. Situation créée par l'action unilatérale du Gouvernement égyptien mettant fin au système de gestion internationale du canal de Suez, système confirmé et complété par la Convention du canal de Suez de 1888

Poursuivant l'examen de ce point à sa 735ème séance le 5 octobre 1956, le Conseil de sécurité a décidé, sur la suggestion du représentant de la Yougoslavie, de remettre à une date ultérieure toute décision portant sur les demandes formulées par Israël (S/3657 et S/3663) et par l'Arabie Saoudite, l'Irak, la Jordanie, le Liban, la Lybie, la Syrie et le Yémen (S/3664) aux fins de participer aux débats.

La discussion générale s'est ouverte par des déclarations des représentants du Royaume-Uni et de la France qui ont présenté le projet de résolution commun (S/3666/Rev.1) soumis à l'examen du Conseil par leurs délégations; aux termes du projet, le Conseil de sécurité a) reconnaissant que l'action unilatérale du Gouvernement égyptien qui a eu pour effet de mettre fin au système de gestion internationale du canal de Suez, système confirmé et complété par la Convention du canal de Suez de 1888, a porté atteinte aux droits et garanties dont jouissaient les usagers du canal, créant de ce fait une situation qui compromet le libre passage des navires à travers le canal, sans distinction de pavillon, ainsi qu'il est prévu dans cette Convention; b) considérant que cette action a été entreprise en vue - et a eu pour effet - de soumettre à l'intérêt national égyptien et au seul contrôle de l'Egypte la gestion d'un service public international qui avait été organisé pour le bénéfice de toutes les Puissances; c) considérant que l'action du Gouvernement égyptien est contraire au principe du respect des obligations internationales et de l'interdépendance des nations; d) considérant que la situation créée par cette action, qui a gravement compromis la confiance indispensable à la gestion d'un service public international, est susceptible de mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales; e) considérant pour ces raisons que les droits et intérêts des usagers du canal de Suez ne sauraient être laissés entre les mains d'un organisme purement national; f) notant qu'une conférence a été réunie à Londres le 16 août 1956 pour examiner cette situation, et que, parmi les vingt-deux Etats y participant, dix-huit représentant ensemble plus de 90 pour 100 du trafic utilisant le canal, ont fait des propositions au Gouvernement de l'Egypte; g) notant avec regret que le Gouvernement égyptien a refusé de négocier sur la base de ces propositions; h) notant qu'une seconde

conférence tenue à Londres du 19 au 21 septembre 1956 a prévu l'établissement d'une association destinée à aider ses membres à exercer leurs droits d'usagers du canal de Suez conformément à la Convention de 1888 et compte tenu des droits de l'Egypte; i) notant que, dans l'opinion des gouvernements ayant participé à cette conférence, les propositions des dix-huit Puissances continuent d'offrir une base équitable pour une solution pacifique du problème du canal de Suez, qui prendrait en considération les droits et intérêts des usagers du canal, aussi bien que ceux de l'Egypte; j) notant que l'Association des usagers du canal a été créée le 1er octobre 1956; 1) affirme à nouveau le principe de la liberté de la navigation à travers le canal de Suez, conformément à la Convention de 1888; 2) considère que les droits et garanties dont tous les usagers du canal jouissaient dans le cadre du système établi par la Convention de 1888 doivent être sauvegardés et les garanties nécessaires rétablies; 3) fait siennes les propositions des dix-huit Etats comme étant de nature à amener un règlement de la question du canal de Suez par des moyens pacifiques et conformément à la justice; 4) recommande au Gouvernement de l'Egypte de se prêter à une négociation en vue de rechercher sur la base de ces propositions un système de gestion applicable au canal de Suez; 5) recommande au Gouvernement de l'Egypte qu'en attendant l'issue de ces négociations, il coopère avec l'Association des usagers du canal de Suez.

29. Mesures que certaines Puissances, notamment la France et le Royaume-Uni, ont prises contre l'Egypte et qui mettent en danger la paix et la sécurité internationales et sont de graves violations de la Charte des Nations Unies (voir S/3661)

-----